



## Déclaration sur l'actualité sociale « Mouvement dit des Gilets Jaunes »

Bordeaux, le 13 Décembre 2018

Si les GJ sont l'expression d'un mal-être, d'une colère, ils sont aussi l'expression d'une fracture sociale et d'une fracture territoriale. Ils sont aussi l'expression d'une crise de la démocratie et d'une crise de l'engagement. Ce mouvement est également la résultante d'un mépris assumé de la part de nos plus hauts responsables politiques pour les corps intermédiaires et plus largement pour la société civile organisée. Ces mêmes politiques qui ont depuis des années abandonné l'éducation populaire et l'éducation à la citoyenneté au profit d'un libéralisme effréné.

Nous l'avons souvent dénoncé ici et le budget sur lequel nous avons rendu un avis aujourd'hui n'échappe pas à la règle, le financier doit être au service de la politique et pas l'inverse.

Les réponses apportées par le Président de la République ces derniers jours ne répondent pas aux difficultés quotidiennes vécues par nos concitoyens

La CFDT revendique la justice territoriale à toutes les échelles. Au niveau régional il s'agit d'assurer la cohésion entre les métropoles, les intercommunalités, les campagnes périurbaines, les villes petites et moyennes et les territoires ruraux. Au niveau métropolitain il faut lutter contre la concentration des difficultés dans quelques quartiers populaires, comme leur renvoi vers des zones périphériques.

L'égalité républicaine suppose un égal accès aux services publics sur tout le territoire. Nous rappelons sur ce sujet qu'égalité n'est pas uniformisation mais prise en compte de tous les besoins dans leur diversité.

La CFDT revendique la construction de projets collectifs de territoires; l'objectif étant de mettre en place un bouclier territorial de services publics et au public. Ces projets territoriaux doivent permettre de faire émerger une économie de développement durable ancrée dans les territoires. Nous revendiquons également un droit à la mobilité par la création d'un chèque mobilité destiné à tous ceux qui n'ont pas d'alternative au véhicule individuel. Cela nécessite également le développement d'offres de transports collectifs et à la demande, propres bien sûr, sur le plan énergétique.

Nous revendiquons également la création d'un véritable service universel à la connexion pour lutter contre les fractures numériques.

Nous devons bien sûr améliorer le pouvoir d'achat et améliorer la justice fiscale.

Il est urgent de réhabiliter l'impôt. Les choix fiscaux récents ont renforcé le sentiment d'injustice fiscale et entamé le consentement à l'impôt. Ces choix ont accentué le poids de la fiscalité sur les classes moyennes. Les grands perdants étant les 20% les moins

aisés, avec la faible revalorisation des prestations sociales et la réforme des allocations logement, quand les 1% les plus riches bénéficient à plein des réformes. C'est pourquoi nous appelons à un large débat public sur la fiscalité et la justice sociale pour identifier de manière transparente les meilleurs compromis et conclure un nouveau pacte fiscal.

Nous devons engager et accompagner la transition écologique. C'est pour la CFDT un impératif qui nécessite des changements dans nos modes de consommation, de déplacement et de production. Ces changements doivent être accompagnés et se faire avec les citoyens.

La CFDT appelle les employeurs, privés et publics, à s'engager massivement dans la négociation de plans de déplacement d'entreprises ou interentreprises... La CFDT revendique de rendre obligatoire la prime de transport pour les employeurs n'ayant pas négocié de plan de déplacement.

Nous revendiquons également une politique déterminée de rénovation énergétique du parc immobilier ancien. Il faut par ailleurs un véritable droit à l'accompagnement des ménages dans la transition écologique et une réorientation de l'épargne et de la finance vers la transition écologique et au service de l'économie réelle et des besoins des citoyens.

Mais cette transition énergétique ne pourra se faire sans justice sociale. Pour beaucoup, y compris en emploi, le poids des dépenses contraintes (logement, assurances) ajoutés aux dépenses incontournables (transport, alimentation...) dans le budget des ménages les met dans l'impossibilité de faire des choix. Accroître le pouvoir d'achat nécessite à la fois d'augmenter les rémunérations et d'agir sur les dépenses contraintes. Nous revendiquons le partage équitable de la richesse créée par l'entreprise en relançant une dynamique de négociation salariale dans le privé, comme dans le public.

La CFDT continuera par ailleurs de peser pour réduire les contrats courts et précaires, ainsi que les temps partiels contraints.

Nous demandons la compensation des efforts indispensables à la transition écologique par des aides spécifiques. La transition écologique doit en outre être conduite à partir des situations vécues par les ménages.

Nous annexons à cette intervention la déclaration du Bureau National de la CFDT ainsi que la déclaration commune des organisations syndicales CFDT, CGT, FO, CFE-CGC, UNSA et FSU qui se sont retrouvées le 6 décembre pour échanger sur cette actualité sociale.

Dans cette déclaration commune, nos organisations, rappellent qu'elles réclament depuis des mois, des politiques publiques permettant de la justice sociale et qu'elles appellent le gouvernement à les écouter à travers un véritable dialogue social. Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays.

Nous souhaitons profiter de cette intervention pour exprimer une pensée toute particulière pour les Strasbourgeois et plus largement pour toutes les victimes et leurs proches de cet horrible attentat.

Aucun amalgame ne doit être fait et toute forme de violence doit être condamnée.

Nous reprendrons les termes du collectif "Faire vivre les places de la République" qui a récemment publié une tribune dans les Echos. Ce collectif, dont fait partie la CFDT, regroupe des syndicats de travailleurs et d'étudiants, des mutuelles, des associations de l'éducation populaire, de défense de l'environnement et de lutte contre l'exclusion et a vu le jour au lendemain des attentats de janvier 2016.

A travers cette tribune intitulée "reconstruire le pacte démocratique", nous condamnons sans réserve les violences qui dénaturent le mouvement des "GJ", parce qu'elles font peser une menace majeure sur notre pacte républicain. La démocratie est notre bien commun, mais là où l'emportent l'invective, l'intimidation, l'intolérance, l'agression des personnes et des biens, il ne peut y avoir de démocratie. La colère doit être entendue mais la haine qui est en train de se développer dans notre pays constitue pour lui un poison mortel.

Nous devons restaurer notre pouvoir d'agir collectivement. Cela ne se fera ni par le culte de l'homme providentiel ni par celui de l'immédiateté, mais par la reconstruction de notre pacte social autour des valeurs de justice et de fraternité.